

VERS LA COP22 AU MAROC

« UN ENGAGEMENT POUR LE CLIMAT »

"سيؤدي تغير المناخ إلى تدمير شمال أفريقيا. وسيموت الكثيرون كما سيضطّر الملايين من البشر إلى الهجرة. الصحراء آخذة بالتوسع والمحاصيل تفشل وصيادو الأسماك يفقدون مصادر رزقهم. سيزداد عدم انتظام الأمطار وستتضاءل إمدادات المياه وستصبح العواصف أكثر كثافة. الصيف سيصبح أكثر سخونة والشتاء أكثر برودة. وسيجبر الجفاف القرويين على ترك منازلهم وستدمر الأراضي الخصبة بسبب ارتفاع مستوى مياه البحر. انخفاض إنتاج الأغذية وتقلص المياه سيهدد حتى المدن الكبرى مثل القاهرة والدار البيضاء والجزائر. وستشهد السنوات العشرين المقبلة تحولا جذريا في المنطقة.

هذا ليس عملا من أعمال الطبيعة. تغير المناخ هو بالدرجة الأولى حرب - حرب يشنها الأغنياء على الطبقات العاملة، وصغار المزارعين والفقراء. إنهم هم الذين يحملون العبء نيابة عن أصحاب الامتيازات. عنف المناخ ناجم عن خيار الاستمرار في حرق الوقود الأحفوري - وهو خيار الشركات والحكومات الغربية، جنبا إلى جنب مع النخب المحلية والجيوش. إنه نتيجة قرن من الرأسمالية والاستعمار. ولكن هذه القرارات يجري باستمرار إعادة صناعتها في بروكسل ودي سي، ودبي، ومحليا في مصر الجديدة، ولاطوغلي والقطامية، وبن عكنون، وحيدرة والمرسى. يعتمد البقاء على ترك الوقود الأحفوري في الأرض، والتكيف مع تغير المناخ الحاصل. مليارات ستنفق على محاولة التكيف - إيجاد مصادر جديدة للمياه، وإعادة هيكلة الزراعة وتحويل المحاصيل التي تزرع، وبناء الجدران البحرية للحفاظ على عدم تسرب المياه المالحة وتغيير شكل ونمط المدن. ولكن لمصلحة من سيكون هذا التكيف؟ نفس هياكل السلطة الاستبدادية التي تسببت في تغير المناخ هي ذاتها التي تقوم بتشكيل الاستجابة - لحماية نفسها ولتحقيق أرباح أكبر. المؤسسات النيو- ليبرالية هي القائمة على صياغة التحول المناخي، في حين أن الحركات اليسارية والديمقراطية ما زالت صامتة إلى حد كبير. من سيبقى خارج أسوار المجتمعات المحصنة ضد تغير المناخ في المستقبل؟

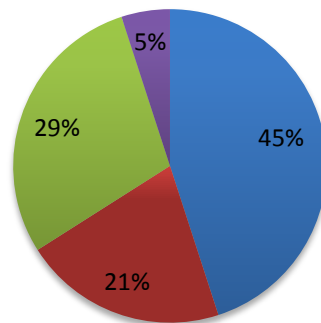
حمزة حموشان من كتاب "الثورة القادمة في شمال إفريقيا: الكفاح من أجل العدالة المناخية"

Une réduction impérative des émissions de gaz à effet de serre est nécessaire dès aujourd'hui. A défaut, le GIEC l'a encore confirmé en septembre 2014, l'humanité devra faire face à un dérèglement climatique incontrôlable et extrêmement risqué.

Un marocain émet en moyenne 1,84 tonnes équivalent CO2/habitant/an. (Un états-unien émet 16 tonnes, un français 6 tonnes). Néanmoins, cette contribution très modeste aux émissions mondiales n'empêche d'entreprendre des actions concrètes sur le territoire.

émissions de GES par secteur

■ industrie ■ transport ■ batiments ■ autres



Les marocains, confrontés à la crise économique et sociale, n'ont pas le climat comme préoccupation immédiate. Pourtant les conséquences des changements climatiques s'annoncent durs sur la population, l'économie du pays, et les activités humaines.

Le réchauffement prévu par les dernières simulations est très important pour la Méditerranée et en particulier pour le Maghreb : on avance des prévisions de réchauffement de la Méditerranée d'ici 2100 de 3 à 4 degrés avec plus de 5 degrés pour le MAROC.

La projection sur l'an 2020 montre que la température moyenne s'élèvera d'environ 1°C et qu'on notera une baisse notable sur les précipitations même dans les zones les plus humides et les zones agricoles. (Voir ci-dessous)

Zones climatiques	Cadran SCENGEN	Stations représentatives	T		P/P	
			plage °C	moyenne °C	plage %	moyenne %
Nord-Ouest Oriental	NW	Tanger, Tétouan	0.6 à 0.8	0.7	-2.8 à -5.4	-3.3
	NE et E	Oujda, Bouarfâ	0.6 à 0.9 0.8 à 1.1	0.7 0.9	-1.8 à -5.5 -7 à 0	-2.3 -4.2
Ouest Oum Er-Rabia Tensift	NW et W	Kénitra	0.6 à 1	0.8	-7 à 0.1	-3.8
	W	Marrakech	0.8 à 1	0.9	-7 à 0.1	-4.3
Moyen et Haut Atlas Tensift Draa	W et E	Ifrane, Beni Mellal	0.8 à 1.1	0.9	-7 à 0	-4.3
	W, SW et SE	Agadir	0.8 à 1	0.9	-7 à 0.1 -11.7 à +2.8	-4.3 -10
Sud-Est Sud	W, E et SE	Ouarzazate, Errachidia	0.8 à 1	1	-7.5 à 0 -11.7 à +2.8	-4.3 -11
	SW et S	Laayoune, Dakhla	0.8 à 1.1	0.9	Nord : -8 à -1 Sud : +1 à +4	

- **l'économie nationale est largement dépendante de l'agriculture, (40 % de la population active vivant du secteur agricole). Elle sera lourdement affectée par la baisse des précipitations, l'augmentation de la température et l'augmentation de la fréquence des phénomènes extrêmes (sécheresse + inondations)**
- **+19 cm c'est la hausse du niveau des mers entre 1901 et 2010 : l'élévation du niveau de mer est une des conséquences des changements climatiques : Le Maroc a un littoral de 3500 km, sur lequel sont installées 80% de ses infrastructures industrielles et énergétiques ; cette position privilégiée devient alors un handicap du fait des risques liées à la remonté de niveau de mer.**
- **Si le contexte hydrologique du Maroc est influencé par une irrégularité annuelle et une variabilité interannuelle très marquées des précipitations et d'une disparité de leur distribution spatiale, un impact sévère des changements climatiques sera observé sur le cycle hydrologique et sur les potentialités hydriques. Le Maroc aura-t-il soif en 2040 ? le citoyen est-il conscient des effets et des conséquences des changements climatiques que connaît la région ?**

The screenshot shows the homepage of 'L'ECONOMISTE', described as 'LE PREMIER QUOTIDIEN ECONOMIQUE DU MAROC'. It includes social media icons, a radio player for 'atlantic radio', and a navigation menu with categories like 'L'ÉVÈNEMENT', 'ECONOMIE', 'ENTREPRISES', 'FINANCES-BANQUES', 'DBS', 'AUTRES', 'AGENDA', 'LECO TV', 'DATA', and 'ARCHIVE'. A featured article is titled 'LE MAROC AURA SOIF EN 2040' with a sub-headline 'LE ROYAUME PARMI LES 20 PAYS LES PLUS TOUCHÉS PAR LE STRESS HYDRIQUE'. Other sub-headlines include 'INDUSTRIE, PRESSION DÉMOGRAPHIQUE, RÉCHAUFFEMENT... LES CAUSES' and 'LE RAPPORT ALARMANT DE L'INSTITUT AMÉRICAIN WATER RESOURCES (WRI)'. A 'FLASH INFOS' section is also visible.

L'adaptabilité du Maroc à ces différents impacts paraît ardue et surtout difficilement réalisable pour un pays dont l'économie est très délicate.

Mardi 2 juin 2015, le Maroc a annoncé sa contribution à la lutte contre le changement climatique dans la perspective de la conférence de Paris (COP 21) en décembre où le premier accord mondial sur le climat pourrait être conclu : Il s'est ainsi engagé, à parvenir à une réduction d'au moins 13 % de ses émissions prévues de gaz à effet de serre à l'horizon 2030 par rapport à 2010.

Le Maroc, consacrera « 10 milliards de dollars » au financement de son objectif climatique, a indiqué la ministre déléguée à l'environnement, Hakima El Haite.

Le gouvernement veut assurer la croissance économique, améliorer les niveaux de vie, créer de l'emploi et réduire la pauvreté. Les entreprises souhaitent se développer et devenir plus rentables, la population aspire à une vie meilleure pour soi-même et pour ses futures générations. Doit – on choisir entre développement et environnement ? Est-il possible de faire face au changement climatique sur le long terme tout en favorisant aujourd'hui la croissance économique et le développement ?

Alors que le Maroc, s'apprête à abriter la 22e Conférence des Parties à la Convention-cadre sur les changements climatiques fin 2016, la société civile marocaine est appelée se mobiliser pour le climat et pour répondre à toutes ces questions. Notre société n'est pas condamnée à s'enfermer dans un dilemme où il faudrait arbitrer entre la croissance économique et le climat.

Sensibiliser la population et la mobiliser autour des enjeux des changements climatiques est une nécessité urgente. Appeler les citoyens à adapter leurs modes de vie face aux changements que connaît la région est impérativement urgent.

Un monde à l'abri des ravages du changement climatique, où l'économie est au service des humains et de la planète, permettant à tous sur tous les territoires de vivre décemment de son travail, de respirer un air sain dans un environnement préservé, et assurant des modèles de développement authentiquement durables pour tous. Certes notre combat pour la justice ne commence pas avec le sommet COP22 au Maroc et ne prendra pas fin en 2016, mais le sommet sera une occasion pour nous réunir et faire entendre nos voix.

A nous de proposer nos alternatives et nos solutions avec 4 objectifs en tête :

1- Protéger les personnes et les biens



Les Inondations au Sud du Maroc



2- Eviter les inégalités devant les risques



3- Limiter les coûts



4- Préserver le patrimoine naturel

